BOUTEFLIKA RECADRE SÉVÈREMENT LE PREMIER MINISTRE

Fin de mission pour Tebboune ?

Dans une sortie pour le moins surprenante, Abdelaziz Bouteflika s'implique personnellement dans ce qu'il convient d'appeler une vraie cabale contre le Premier ministre, Abdelmadjid Tebboune que certains médias proches de la présidence mènent depuis quelques jours. Hier, on apprenait, via la chaîne Ennahar TV, que le patron d'El-Mouradia a démonté, une à une, toutes les mesures emblématiques prises par son Premier ministre depuis le 24 mai dernier.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Le média en question énumère une série de mesures du gouvernement qui ont «mécontenté» et «agacé» Bouteflika.

«Le Président Bouteflika a ordonné au gouvernement de mettre fin à l'anarchie créée par certaines de ses initiatives» ; «Le Président Bouteflika a ordonné au gouvernement de mettre fin au harcèlement contre certains hommes d'affaires» ; «le Président Bouteflika a ordonné au gouvernement de débloquer immédiatement les marchandises bloquées au niveau des ports», annonce, entre autres, affirmative, la chaîne Ennahar ! C'est déjà assez sévère comme réquisitoire contre l'actuel chef de l'exécutif et ce ne sera pas tout. Via le même média, Bouteflika fera également savoir qu'il a «reçu des rapports faisant état d'instructions verbales pour bloquer certains investissements (…) qu'il a reçu des rapports faisant état de pressions sur les walis pour accélérer les projets de logements LPP (…).

Bouteflika enfonce encore le clou lorsqu'il demande au gouvernement de cesser de donner une mauvaise image de l'Algérie auprès des investisseurs étrangers. Et, surtout, cette instruction : «Le Président Bouteflika a ordonné au gouvernement de cesser de faire de la publicité pour ses propres activités.» Pour qui connaît parfaitement le mode de raisonnement de l'homme, c'est cette dernière injonction qui explique le tout. Le tout, c'est-à-dire toute l'affaire Tebboune, depuis le 15 juillet à nos jours. Comment ? Eh bien, peut-on imaginer un seul instant un homme du sérail, à savoir Abdelmadjid Tebboune, qui accumule une grande expérience des affaires de l'Etat au bout d'un très long parcours dans la haute administration, comme chef de daïra, puis wali avant d'intégrer le gouvernement, une première fois déjà en 1991 sous Ghozali, puis deux fois sous Bouteflika, faire des fautes de débutant ?

Les mesures et les «initiatives» de Tebboune ne sont-elles pas, en fin de compte, celles prévues dans le plan d'action du gouvernement adopté en Conseil des ministres que préside Bouteflika ? N'ayant pas affaire à un novice, il est absolument certain qu'Abdelmadjid Tebboune n'a jamais agi de son propre chef, s'agissant des grandes décisions du moins, comme celle de mettre fin «à la confusion entre l'argent et la politique». Il l'avait même inscrit dans son plan d'action et déclaré publiquement lors de son premier passage à l'Assemblée en juin dernier, sans que personne trouve à redire. Bien au contraire, cela lui a valu un extraordinaire soutien politique et médiatique, quasiment un consensus national allant des partis et des médias du pouvoir aux plus irréductibles parmi l'autre bord, celui de l'opposition ! Des soutiens inattendus englobant des partis et des quotidiens nationaux pourtant foncièrement opposés au pouvoir. Cela sans compter l'extraordinaire soutien de l'opinion publique. Ce que Abdelaziz Bouteflika n'a jamais réussi à réaliser. Ce qu'il n'acceptera jamais aussi pour personne. C'est la montée en flèche de la popularité de Tebboune qui, en réalité, a agacé le grand patron !

Tout comme il vient d'ordonner au gouvernement de ne plus faire de publicité sur ses propres activités, Bouteflika avait, il faut bien le rappeler, obligé son ancien ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, d'accorder une interview à une chaîne de télévision française pour faire passer ce seul message : «C'est Son Excellence le Président Abdelaziz Bouteflika qui définit, conduit et oriente la diplomatie et la politique étrangère de l'Algérie.» Pourquoi cette précision ? Parce que Lamamra avait bonne presse auprès des médias, nationaux et étrangers, qui lui attribuaient le mérite d'avoir «boosté la diplomatie algérienne». Certains iront jusqu'à le présenter comme le… successeur de Bouteflika. Justement, le crime de lèse-majesté par excellence pour le patron d'El-Mouradia.

Au fait, deux «crimes de lèse-majesté» que Bouteflika ne tolère même pas : cette affaire de succession, sous quelque forme qu'elle soit présentée et qui a d'ailleurs coûté la «vie politique» à ceux qui étaient considérés comme ses plus proches comme Belkhadem, Amar Tou, Harraoubia, puis le fait de vouloir volontairement, ou pas, s'attribuer le mérite d'une quelconque bonne action.

Photo : Samir Sid

Abdelmadjid Tebboune, Premier ministre.

Homme de pouvoir redoutable et exclusiviste, Bouteflika allait même supprimer la fonction de chef de gouvernement, n'était la maladie qui le surprendra en novembre 2005. Il le disait même publiquement : «C'est aberrant d'avoir deux chefs de l'exécutif.» Il préparait même le terrain à une révision constitutionnelle dans ce sens avec des déclarations similaires mais aussi des faits : en 2008, il ira jusqu'à interdire à tous les membres du gouvernement, y compris le chef de l'exécutif, de faire des déclarations. Au JT de l'ENTV, cela donnera lieu à des scènes burlesques où des ministres sont montrés en visite ou en pleines autres activités avec seulement l'image mais sans le son ! Plus crûment, et pour mieux saisir la conception de Bouteflika sur ce sujet, voilà ce qu'il répondait, en 2000 déjà, à une journaliste française qui, naïvement, lui faisait remarquer qu'il y avait beaucoup de similitudes entre le programme du gouvernement Benbitour et le sien : «Mais c'est qui, Benbitour. Il n'y a pas de similitudes entre le programme du gouvernement Benbitour et le mien. Il n'y a qu'un seul programme, c'est le mien. Et ce gouvernement n'est là que pour l'appliquer.»

Cela a le mérite de la clarté et c'est cette conception qui est toujours valable chez Bouteflika, à nos jours…

K. A.

DES POLITIQUES RÉAGISSENT À LA RENCONTRE ENTRE TEBBOUNE ET ÉDOUARD PHILIPPE

«Une visite inopportune»

La rencontre entre Abdelmadjid Tebboune et Edouard Philippe a été perçue de manière différente par les acteurs de la classe politique algérienne. Certains y perçoivent des signes évidents de changement à venir, d'autres s'interrogent sur les tenants et les aboutissants d'une affaire «bien délicate» à suivre…

Abla Cherif - Alger (Le Soir) - Au MSP, le verbe est à la mesure de l'évènement. Le leader du Mouvement de la société pour la paix fait surtout part d'une situation telle qu'il la perçoit. Pleine d'interrogations, de zones d'ombre. «Les relations mêmes entre l'Algérie et la France prêtent à confusion, ce n'est pas nouveau, il en est ainsi de tout temps (…) La rencontre qu'a eue Tebboune ne s'est pas faite dans la transparence, on ne sait pas de quoi il s'agit. On est là à observer ce qui se déroule, et, par conséquent, nous ne pouvons qu'analyser.» Pour Mokri, une certitude, cependant : «Cette rencontre est tout à fait inopportune car elle survient au moment où le Premier ministre algérien se trouve engagée dans une démarche contre des intérêts liés à ceux de la France.»

Interrogations également au RCD. «Les relations entre l'Algérie et la France ne sont pas stables, elles évoluent, sont souvent conflictuelles. Généralement, les visites, surtout lorsqu'elles surviennent à un aussi haut niveau, sont préparées, annoncées. Dans le cas présent, cette rencontre a ouvert la porte aux supputations, nous ne savons pas réellement à quoi cela obéit mais l'impression qui se dégage est qu'il y a comme une sorte d'imprévoyance dans cette affaire.» Ici aussi, une certitude : «La conjoncture dans laquelle se déroule cette rencontre n'est pas opportune. Le congé même du Premier ministre algérien est inopportun, compte tenu de la situation qu'il a laissée derrière lui. Ce n'était pas du tout le bon moment pour s'éclipser de la sorte. Une démarche a été entamée, celle de séparer l'argent sale de la politique, et lui décide de prendre congé au moment où la polémique enfle… ceux qui ont cru en cette opération sont déçus, beaucoup de personnes sont restées sur leur faim. Pour notre part, nous avons dit que cette opération a été ''grossie'', qu'il y a eu comme du populisme dans tout cela et que le temps qui passe tend à confirmer que le plan d'action prévu par Tebboune n'a toujours pas été mis en marche et que ce dernier se trouve toujours en l'état.»

Soufiane Djillali, président de Jil Jadid, fournit une lecture tout autre. «L'arrivée de Tebboune, dit-il, semble être survenue sur la base de changements internes dans les équilibres du pouvoir. On a assisté au départ de ministres proches du cercle présidentiel et, dans ce contexte, l'arrivée du nouveau Premier ministre paraissait être le fait d'autres forces. Dans l'affaire qui l'a opposé à certains centres d'intérêts, il a été attaqué directement, ouvertement par le cercle présidentiel. Ce dernier a pris position ouvertement (…) Je pense que nous vivons actuellement une scission évidente au sein du pouvoir. D'une part, ceux qui utilisent le nom du Président Bouteflika pour pouvoir poursuivre, et les autres, ceux qui s'en démarquent. Nous sommes dans une situation extrêmement sensible et le bras de fer entre Tebboune et Haddad n'a été, en fait, que le prolongement d'un bras de fer qui se déroule plus haut. Quant à la visite qui s'est déroulée à Paris, elle n'est vraisemblablement que le prolongement de ce bras de fer. Désormais, les protagonistes sont apparus distinctement. La question qui se pose à présent est de savoir si Tebboune sera écarté et dans ce cas-là, par qui ? Ceux qui utilisent le nom de Bouteflika pour se maintenir et rester en place ? Dans ce cas, la situation se clarifiera, mais je pense sincèrement qu'il sera très difficile d'enlever Tebboune.»

Au sein des cercles bien informés, d'autres lectures se font, basées sur des éléments qui se mettent progressivement en place. Le traitement médiatique réservé à l'affaire en constitue un élément probant. La non-prise en charge de l'évènement par l'ENTV, dont le rôle premier est d'assurer la couverture de toutes les activités ministérielles surtout lorsqu'elles se déroulent à un tel niveau, puis la manière dont il a été présenté par un autre organe officiel, *El-Moudjahid* lequel lui a réservé quelques lignes résumant le texte publié par le Premier ministère, ont été perçues comme des éléments qui ne trompent pas. Ajoutez à la «cabale anti-Tebboune» lancée au sein de certaines sphères proches de la présidence, le Premier ministre renvoie l'image d'un responsable au centre d'un conflit dépassant de loin le bras de fer avec Haddad ou celle d'une visite mal cadenassée.

Des sources sûres affirment d'ailleurs que la rencontre avec Edouard Philippe a été préparée selon le rituel protocolaire qui se doit. Les représentants de l'Algérie à Paris ont été chargés de la préparer et d'en informer leurs homologues français, ce qui n'aurait jamais pu se produire sans l'aval d'Alger et donc de la présidence de la République. «Visiblement, affirment nos sources, toute cette affaire prend l'aspect d'un nouvel épisode qui se déroule dans la guerre de succession. Plus on se rapproche de l'échéance, plus la lutte devient rude».

A. C.